



PREMIER MINISTRE

Secrétariat général  
de la défense  
et de la sécurité nationale

Agence nationale de la sécurité  
des systèmes d'information

Bureau Qualification et Agrément

Paris, le 09 NOV. 2017  
N° 5628 /ANSSI/SDE

## DECISION DE QUALIFICATION D'UN SERVICE

*MINISTERE DE LA JUSTICE*

13, place Vendôme  
75 042 PARIS CEDEX 01  
France

Le directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information,

Vu le règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE, notamment l'alinéa 2 de son article 21 ;

Vu le décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009 modifié portant création d'un service à compétence nationale dénommé « agence nationale de la sécurité des systèmes d'information », notamment son article 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret du 27 mars 2014 portant nomination du directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information – M. POUPARD (Guillaume) ;

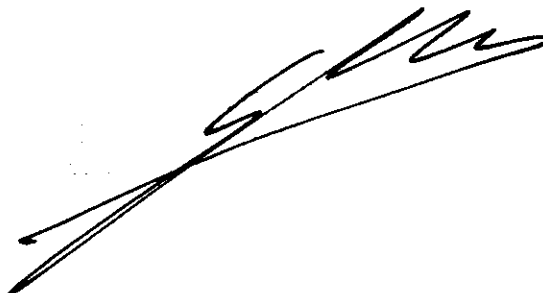
Vu le courrier du Secrétariat général des affaires européennes à Monsieur l'ambassadeur représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne en date du 17 février 2015, référence ITEC/0155/2015, informant qu'en application de l'article 17.2 du règlement (UE) n° 910/2014 du 23 juillet 2014, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information est désignée comme organe de contrôle,

Décide :

Art. 1 – Le service de certification électronique fourni par le Ministère de la justice portant le nom « AUTORITE DE CERTIFICATION PERSONNES 2 » et dont l'identifiant (OID) est 1.2.250.1.120.3.1.1.2, respecte les règles fixées par le règlement européen (UE) n° 910/2014 et est qualifié pour la délivrance de certificats de signature électronique.

Art. 2 – La présente décision est conditionnée au respect par le Ministère de la justice des engagements relatifs au processus de qualification d'un service, pris au titre de sa demande de qualification.

Art. 3 – La présente décision est valable du 1<sup>er</sup> novembre 2017 au 1<sup>er</sup> novembre 2019.

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a cursive-like shape.